

LA MOBILISATION continue!

**C'est le vote du budget de l'État et
c'est la dernière ligne droite pour faire voter le PL 12228 qui capitalisera de
manière **gagnant – gagnant – gagnant** la CPEG.**

Une forte présence est importante! Descendons dans la rue!

- **un budget de l'État garantissant des prestations de qualité à la population.** Les quelques postes supplémentaires au budget sont insuffisants. La population a besoin des services publics. Des postes sont indispensables, les erreurs médicales sont toujours plus nombreuses, les *burnout* coûtent chersNe parlons pas comme certains partis de « symétrie des efforts non respectée ». De quelle symétrie parle-t-on? Comment envisager une augmentation croissante de la population et toujours moins de postes de travail. La fonction publique a déjà donné plus de 2,5 milliards la dernière législature.
- **une capitalisation immédiate de la CPEG et le vote du PL 12228** présenté depuis plus d'un an et qui coûte moins cher à l'état que le dernier né du Conseil d'État. Le PL 12404 du Conseil d'État fait payer plus de cotisation pour moins de rentes et pas assez de capitalisation et en plus il coûte cher à l'état. Sans ce vote, le risque de la mise en œuvre des mesures structurelles votées par la CPEG devient réalité et c'est alors la précarité des rentes de la fonction publique.
- **la suppression des mesures d'austérité salariales prises, une fois encore, à l'encontre du personnel.**
- Le vote du budget respectant les mécanismes salariaux, les indexations salariales et la loi sur les annuités.
- **des améliorations des conditions de travail et l'égalité homme-femme.**
- le service public est rongé par une politique qui fait fi de la majorité de la population.

C'est pourquoi le Cartel intersyndical de la fonction publique et des secteurs subventionnés appelle à manifester afin d'être enfin entendu par les députés qui voteront le budget le 13 décembre et la capitalisation de la caisse le 15 décembre.



Rendez-vous au Parc des Cropettes le 13 décembre 2018 dès 17h00 pour nous rendre au Grand Conseil et lui faire entendre notre message: stop à l'austérité pour la majorité et aux privilèges pour la minorité!